



## Une nouvelle bataille gagnée, restons vigilants

---

**La Préfecture du Gard a annoncé aujourd'hui le report des travaux sismiques initialement prévus par la Société Mouvoil entre fin octobre et début novembre sur le Permis Bassin d'Alès.**

### **ENCORE UNE VICTOIRE DE LA MOBILISATION CITOYENNE**

La forte mobilisation des populations et des élus du Gard et de l'Ardèche a fait que la société Mouvoil, qui devait venir à l'automne, a annoncé reporter ses travaux sismiques sur le Permis Bassin d'Alès. Cette annonce a été faite mardi 30 octobre 2012 par un courriel de M. Combemale, du Bureau des Procédures Environnementales de la Direction des Relations avec les Collectivités Territoriales.

Attention, il ne s'agit bien là que d'un report : Mouvoil a accepté d'attendre les résultats de la Commission d'Expertise qui sera nommée par le Ministère de l'Écologie. Cette commission, une fois nommée, peut rendre ses conclusions très rapidement.

Depuis deux mois les collectifs du Gard et de l'Ardèche sont fortement mobilisés :

- Plusieurs réunions publiques avec nombreuse assistance dans les villages du Bassin d'Alès et ailleurs
- Affichage de panneaux et affiches « Stop aux gaz et huile de schiste » sur l'ensemble du territoire
- Participation à la journée nationale anti-fracking de St Christol-lès-Ales (plus de 5000 personnes)
- Accompagnement des maires en préfectures de Nîmes et Privas
- Les commissions scientifiques, juridiques, VIA (Vigilance, Information, Alerte) ont travaillé et édité de nombreux documents.

Ce travail a servi de support à trois rencontres ministérielles en septembre:

- Participation de membres de collectifs à la Conférence environnementale sur invitation du Gouvernement
- Rencontre entre des membres de la Commission juridique des collectifs du Gard et de l'Ardèche et des conseillers de la Ministre de l'Écologie
- Rencontre entre des Maires du Gard, les Maires de l'Ardèche, des membres de la Commission Scientifique, d'un représentant des collectifs gardois, d'un Députés du Gard et de l'Ardèche avec Mme Batho, Ministre de l'Écologie.

La forte mobilisation des populations gardoise et ardéchoise a largement soutenu et contribué au succès de ces démarches.

### **LES COLLECTIFS RESTENT MOBILISÉS VIGILANTS**

Nous devons prendre acte de ce recul et considérer cette nouvelle comme une victoire au même titre que celle de la loi du 13 juillet 2011 interdisant la fracturation

hydraulique. Au même titre que la mobilisation de l'été 2011 avait, déjà, fait reculer Mouvoil.

Nous n'avons cependant pas gagné la guerre :

- Les permis Bassin d'Alès et Plaine d'Alès sont toujours considérés comme conventionnels, donc toujours exploitables (selon l'avis du Préfet de l'Ardèche à la réunion des Maires de l'Ardèche).

- Les gaz et huiles de schiste apparaissent toujours comme une alternative à la crise dans l'esprit d'une partie importante des décideurs économiques et de nombreux politiques.

- Il reste en France (métropolitaine et outre-mer) plus de cent demandes de permis en cours d'instruction et une soixantaine de permis d'exploration. Nombre de ces titres ont été officiellement qualifiés de non conventionnels en 2011 et semblent peu honnête sur leurs objectifs réels. Ils doivent être rejetés ou abrogés.

Les collectifs n'ont pas crié au loup pour rien : il y a eu un réel danger de voir les pétroliers venir chez nous cet automne. Sans la détermination de cette rentrée, les camions sismiques seraient déjà à l'œuvre et les forages d'exploration se profileraient à l'horizon 2013.

Nous restons vigilants et prêts à nous mobiliser fortement à nouveau, nous avons conscience que la victoire demandera du temps.

## **QUELLE QUE SOIT LA TECHNIQUE : STOP AU GAZ DE SCHISTE**

### Contact :

*Jean Louis Chopy – 04 75 36 72 83 / [coordination@stopaugazdeschiste07.org](mailto:coordination@stopaugazdeschiste07.org)*

## **LE COLLECTIF 07 STOP AU GAZ DE SCHISTE**

Le Collectif ardéchois "Stop au gaz de schiste" se compose d'associations, de nombreux collectifs citoyens locaux, d'organisations syndicales, de collectivités locales et d'organisations politiques (110 organisations de tous horizons, 2 500 inscrits à la lettre d'informations, 18 000 personnes mobilisées à Villeneuve de Berg, appuyé par le Collectif des élus, le Parc Naturel Régional des monts d'Ardèche,...). Créé en janvier 2011, il veut affirmer son refus de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste, qu'elles soient expérimentales ou industrielles. Il dénonce :

- Les conséquences environnementales désastreuses (pollution des réserves d'eau potable, du sol et des sous-sols) et la destruction des paysages
- Les ravages socio-économiques (agriculture, tourisme,...),
- Les atteintes irréversibles à la santé (produits mutagènes, reprotoxiques ou cancérigènes).
- L'aberration énergétique et la fuite en avant que ce choix représente à l'heure de la lutte contre le changement climatique,

Le temps est venu de mener une réflexion nationale sur l'avenir énergétique de notre pays, nous ne pouvons aller toujours plus loin dans la quête des énergies fossiles, au mépris de l'avenir des populations, ici ou ailleurs.

**COLLECTIF 07 STOP AU GAZ DE SCHISTE**

Mouvement citoyen ardéchois